

SOS2H hh7/1

9121

(1939-40,  
hh)

Organisation de la Direction Générale des transports  
en temps de guerre.-

D.L. 1. 9.39 (J.O. 2. 9.39)

D.L. 16.10.39 (J.O. 18.10.39)

Décret 9. 8.40 (J.O. 13. 8.40)

Ordonnance 10. 8.44 rendue applicable par  
Ordonnance 9. 8.44 (J.O. 10. 8.44)

Extrait du Journal Officiel  
de la République Française du 15 août 1944

Extrait de l'ordonnance du 20 juin 1944 relative à l'exploitation  
des voies ferrées comprises dans les territoires métropoli-  
tains libérés

rendue exécutoire par l'ordonnance du 9 août 1944  
relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le  
territoire continental

.....

Le Gouvernement provisoire de la République française,

.....

Ordonne :

.....

Art. 2 - Est abrogé l'acte dit "Décret du 5 août 1940"  
relatif aux attributions de la direction générale des transports,  
ensemble l'acte dit "Arrêté interministériel du 5 août 1940" qui  
a rapporté les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939 portant  
réquisition des compagnies de chemins de fer.

.....



## EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 13 août 1940

-----

Attributions de la Direction Générale  
des Chemins de fer et des Transports

---

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Sur le rapport du Ministre secrétaire d'Etat aux communications, du Ministre secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et du Ministre secrétaire d'Etat aux Finances,

Vu l'article 50 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 28 novembre 1938, pris en application de l'article 28 de ladite loi, sur la réquisition des personnes et des biens ;

Vu le décret du 17 avril 1939 portant règlement sur l'organisation générale des services de transports en temps de guerre ;

Vu le décret du 1er septembre 1939 fixant l'organisation de la direction générale des transports, prorogé par le décret du 16 octobre 1939 ;

Vu le décret du 27 janvier 1938 relatif à l'organisation du service militaire des chemins de fer,

## Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup> - A dater du 1er septembre 1940, la direction générale des transports cesse d'exercer ses fonctions, en tant que celles-ci s'appliquaient aux périodes de mobilisation, de concentration et d'opérations. Ses autres attributions seront dévolues à la direction générale des chemins de fer et des transports qui, à cet effet, continuera à disposer de moyens matériels prévus par l'article 6 du décret-loi du 1er septembre 1939 (chap. 46 et 53), prorogé par le décret-loi du 16 octobre 1939

Art. 2 - A dater de la publication du présent décret, les dispositions des articles 6, 7 et 8 du décret du 27 janvier 1938 sont suspendues.

.....

Art. 3 - Les transports rendus nécessaires pour l'application de l'article 6 de la Convention d'armistice avec le gouvernement allemand bénéficient d'une priorité absolue.

Art. 4 - Le Ministre secrétaire d'Etat à la Défense Nationale, le Ministre secrétaire d'Etat aux communications et le Ministre Secrétaire d'Etat aux finances seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 5 août 1940.

Ph. PETAIN

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat français :

Le Ministre secrétaire d'Etat  
aux communications,

François PIETRI

Le Ministre secrétaire d'Etat  
à la Défense Nationale,

G<sup>1</sup> WEYGAND

Le Ministre secrétaire d'Etat  
aux Finances

Yves BOUTHILLIER.



EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL du 18 octobre 1939

LOIS ET DÉCRETS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL (p. 13442)

DÉCRET-LOI du 16 octobre 1939

Décret prorogeant la période d'application  
de divers décrets.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 16 octobre 1939.

Monsieur le Président,

Divers décrets, pris en vertu de la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux, ont fixé les conditions de fonctionnement de certains services prévus par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre et qui devaient être créés ou développés dès la mobilisation générale.

Pour la plupart de ces textes, il a été prévu que leur effet serait limité au 30 septembre 1939. Le présent projet de décret a pour objet d'en proroger la période d'application pendant toute la durée des hostilités.

Par ailleurs, les crédits ouverts étaient limités à la couverture des dépenses de premier établissement ainsi que des dépenses de fonctionnement calculées en principe pour un mois. Il y a lieu maintenant de mettre à la disposition des administrations les dotations supplémentaires nécessaires pour le paiement de ces dernières dépenses jusqu'au 31 décembre 1939.

Tel est le double objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des finances,

Vu la loi de finances du 31 décembre 1938;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Est prorogée pendant toute la durée des hostilités la période d'application des décrets énumérés ci-après:

Décret du 31 août 1939 concernant les transports routiers d'intérêt national en temps de guerre;

Décrets du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant organisation de la direction générale des

transports et de la direction générale des mines;

Décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce;

Décrets du 9 septembre 1939 relatifs à l'organisation de la direction des transports par fer, de la direction des routes et des transports routiers, de la direction des transports par voie navigable et de la direction des ports maritimes;

Décret du 16 septembre 1939 relatif à l'exploitation réglementée des voies navigables pour le temps de guerre;

Décret du 20 septembre 1939 portant organisation de la direction des transports maritimes au ministère de la marine marchande;

Décret du 20 septembre 1939 portant organisation de la direction des carburants;

Décret du 20 septembre 1939 portant organisation de la direction de l'électricité.

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 septembre 1939, relatif à l'organisation de la direction des routes et des transports routiers, est modifié comme suit:

« Personnel administratif:

« Un sous-directeur.

« Deux sous-chefs de bureau.

« Deux rédacteurs. »

Art. 3. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1939, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1938 et par des lois spéciales, des crédits s'élevant à la somme totale de 11 millions 646.000 fr. et répartis, par service et par chapitre, conformément à l'état annexé au présent décret.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1939.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:  
*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

## ÉTAT

Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1939.

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS ouverts, francs.	CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS ouverts, francs.
<b>Commerce.</b>					
1 <sup>er</sup>	Traitement du ministre. — Traitements, salaires et émoluments du personnel de l'administration centrale	232.000 »	40	Agents de bureau et auxiliaires des ponts et chaussées et des mines. — Traitements et salaires	337.000 »
8	Allocations pour charges de famille	10.000 »	33	Indemnités de résidence	320.000 »
9	Indemnités de résidence	55.000 »	34	Allocations pour charges de famille	369.000 »
	Total pour le commerce	297.000 »	46	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils, des comités et des services centraux installés dans les bâtiments du ministère	450.000 »
<b>Travail.</b>			47 bis	Service des carburants. — Matériel et dépenses diverses	30.000 »
5	Inspection du travail et de la main-d'œuvre. — Traitements	2.000.000 »	49	Frais des bureaux des services des ponts et chaussées et des mines	399.000 »
11	Indemnités de résidence	275.000 »	53	Remplacement, réparation et fonctionnement des véhicules automobiles de transport de personnel	330.000 »
13	Remboursement de frais	300.000 »		Total pour les travaux publics	4.938.000 »
	Total pour le travail	2.575.000 »	<b>Marine marchande.</b>		
<b>Travaux publics.</b>					
1 <sup>er</sup>	Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale	1.517.000 »	1 <sup>er</sup>	Traitement du ministre. — Traitements des divers personnels en service à l'administration centrale	450.000 »
1 bis	Service des carburants. — Traitements et salaires	171.000 »	3	Personnel d'administration de l'inscription maritime	1.572.000 »
2	Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale	616.000 »	9	Indemnités de résidence	380.000 »
2 bis	Service des carburants. — Indemnités et allocations diverses	60.000 »	19	Allocations pour charges de famille	84.000 »
3	Fonctionnaires appartenant aux cadres des services extérieurs détachés à l'administration centrale, aux conseils et aux comités. — Traitements	300.000 »	16	Matériel de l'administration centrale	300.000 »
4	Fonctionnaires appartenant aux cadres des services extérieurs détachés à l'administration centrale, aux conseils et aux comités. — Allocations et indemnités diverses	18.000 »	17	Dépenses diverses de matériel des services extérieurs	600.000 »
			22	Frais de missions et de déplacements	450.000 »
				Total pour la marine marchande	3.836.000 »
				Total général	11.646.000 »



**Décret fixant l'organisation de la direction générale des transports.**

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 17 avril 1939 sur l'organisation générale des services de transport en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — En vue de l'organisation de la direction générale des transports prévue par la loi du 11 juillet 1938 et le décret du 17 avril 1939, est autorisée la création, au ministère des travaux publics, des emplois provisoires ci-après :

**1<sup>o</sup> Personnel administratif :**

Six rédacteurs.

Sept commis.

Seize auxiliaires de bureau ou du service intérieur dans la limite des crédits ouverts.

**2<sup>o</sup> Personnel technique :**

Deux inspecteurs généraux;

Un ingénieur en chef;

Deux dessinateurs.

La situation des agents visés au présent article est déterminée conformément aux dispositions du décret relatif au personnel des administrations et services publics de l'Etat en temps de guerre.

Art. 2. — En outre, sont affectés à la direction générale des transports les personnels techniques ci-après qui continueront d'être rémunérés par leur service d'origine :

Un inspecteur général des ponts et chaussées;  
Deux inspecteurs généraux des transports.

Art. 3. — Sont également détachés à la direction générale des transports par application du décret du 17 avril 1939 sur l'organisation générale des services de transports en temps de guerre :

Un vice-amiral;

Deux généraux;

Trois colonels ou chefs de bataillon;

Un capitaine de frégate ou un capitaine de corvette;

Un commissaire du Gouvernement auprès des compagnies de navigation subventionnées;

Un agent détaché du ministère de l'air.

Ces personnels continueront d'être rémunérés par leur administration d'origine.

Art. 4. — Des indemnités destinées à pourvoir aux dépenses résultant de l'exercice de la fonction peuvent être attribuées aux membres du personnel de la direction générale des transports par arrêtés du ministre des travaux publics et du ministre des finances.

Art. 5. — Pour pourvoir aux frais de déplacement imposés par l'exercice de la fonction, les membres du personnel de la direction générale des transports peuvent percevoir des indemnités, allouées d'après les règlements en vigueur au personnel de l'administration centrale des travaux publics, ces indemnités étant fixées d'après leur grade ou d'après celui auquel ils sont assimilés en raison de leurs fonctions.

Art. 6. — En vue de l'application du présent décret, il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1938 et par des lois spéciales, un crédit de 240.565 fr., applicable aux chapitres ci-après :

Chap. 1<sup>er</sup>. — Traitement du ministre et du personnel de l'administration centrale ..... 56.174

Chap. 2. — Allocation et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale..... 58.920

Chap. 33. — Indemnités de résidence ..... 8.784

Chap. 34. — Allocations pour charges de famille ..... 11.687

Chap. 46. — Matériel et dépenses diverses, de l'administration centrale, des conseils, des comités et des services centraux installés dans les bâtiments du ministère :

Frais d'aménagement..... 45.000

Frais de fonctionnement..... 35.000

80.000

Chap. 53. — Remplacement, réparations et fonctionnement des véhicules automobiles de transport de personnel ..... 25.000

Art. 7. — Les dispositions du présent décret cesseront d'avoir effet, au plus tard, le 30 septembre 1939.

Art. 8. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 9. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait, à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des travaux publics,  
A. DE MONZIE.

Le ministre des finances,  
PAUL REYNAUD.



Lois et décrets (p. 10.972)

Présidence du Conseil

Décret du 1er septembre 1939

**Décret fixant l'organisation de la direction générale des transports.**

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la  
guerre, du ministre des travaux publics  
et du ministre des finances,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organi-  
sation générale de la nation en temps de  
guerre;

Vu le décret du 17 avril 1939 sur l'orga-  
nisation générale des services de transport  
en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à ac-  
corder au Gouvernement des pouvoirs spé-  
ciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — En vue de l'organisation de  
la direction générale des transports prévue  
par la loi du 11 juillet 1938 et le décret du  
17 avril 1939, est autorisée la création, au  
ministère des travaux publics, des emplois  
provisaires ci-après :

**1<sup>o</sup> Personnel administratif :**

Six rédacteurs.

Sept commis.

Seize auxiliaires de bureau ou du service  
intérieur dans la limite des crédits ouverts.

**2<sup>o</sup> Personnel technique :**

Deux inspecteurs généraux;

Un ingénieur en chef;

Deux dessinateurs.

La situation des agents visés au présent  
article est déterminée conformément aux  
dispositions du décret relatif au personnel  
des administrations et services publics de  
l'Etat en temps de guerre.

Art. 2. — En outre, sont affectés à la di-  
rection générale des transports les person-  
nels techniques ci-après qui continueront  
d'être rémunérés par leur service d'ori-  
gine :

Un inspecteur général des ponts et  
chaussées;

Deux inspecteurs généraux des trans-

ports.

Art. 3. — Sont également détachés à la  
direction générale des transports par appli-  
cation du décret du 17 avril 1939 sur l'or-  
ganisation générale des services de trans-  
ports en temps de guerre :

Un vice-amiral;

Deux généraux;

Trois colonels ou chefs de bataillon;

Un capitaine de frégate ou un capitaine  
de corvette;

Un commissaire du Gouvernement au-  
près des compagnies de navigation subven-  
tionnées;

Un agent détaché du ministère de l'air.  
*un attaché d'intendance*  
Ces personnels continueront d'être rému-  
nérés par leur administration d'origine.

Art. 4. — Des indemnités destinées à  
pourvoir aux dépenses résultant de l'exer-  
cice de la fonction peuvent être attribuées  
aux membres du personnel de la direction  
générale des transports par arrêtés du mi-  
nistre des travaux publics et du ministre  
des finances.

Art. 5. — Pour pourvoir aux frais de dé-  
placement imposés par l'exercice de la  
fonction, les membres du personnel de la  
direction générale des transports peuvent  
percevoir des indemnités, allouées d'après  
les règlements en vigueur au personnel de  
l'administration centrale des travaux pu-  
blics, ces indemnités étant fixées d'après  
leur grade ou d'après celui auquel ils sont  
assimilés en raison de leurs fonctions.

Art. 6. — En vue de l'application du pré-  
sent décret, il est ouvert au ministre des  
travaux publics, en addition aux crédits al-  
loués par la loi de finances du 31 décem-  
bre 1938 et par des lois spéciales, un crédit  
de 240.565 fr., applicable aux chapitres ci-  
après :

Chap. 1<sup>er</sup>. — Traitement du ministre et  
du personnel de l'administration cen-  
trale ..... 56.174

Chap. 2. — Allocation et indem-  
nités diverses du personnel de  
l'administration centrale..... 58.920

Chap. 33. — Indemnités de  
résidence ..... 8.784

Chap. 34. — Allocations pour  
charges de famille ..... 11.687

Chap. 46. — Matériel et dépenses  
diverses, de l'administration cen-  
trale, des conseils, des comités et  
des services centraux installés  
dans les bâtiments du ministère :

Frais d'aménagement..... 45.000

Frais de fonctionnement..... 35.000

80.000

Chap. 53. — Remplacement, ré-  
parations et fonctionnement des  
véhicules automobiles de trans-  
port de personnel ..... 25.000

Art. 7. — Les dispositions du présent dé-  
cret cesseront d'avoir effet, au plus tard,  
le 30 septembre 1939.

Art. 8. — Le présent décret sera soumis  
à la ratification des chambres, conformé-  
ment aux dispositions de la loi du 19 mars  
1939.

Art. 9. — Le président du conseil, minis-  
tre de la défense nationale et de la guerre,  
le ministre des travaux publics et le minis-  
tre des finances sont chargés, chacun en ce  
qui le concerne, de l'exécution du présent  
décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait, à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, minis-  
tre de la défense nationale et  
de la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

Lois et décrets (p. 10972)

Présidence du Conseil

Décret du 1er septembre 1939

**Décret fixant l'organisation de la direction générale des transports.**

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des travaux publics et du ministre des finances,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 17 avril 1939 sur l'organisation générale des services de transport en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — En vue de l'organisation de la direction générale des transports prévue par la loi du 11 juillet 1938 et le décret du 17 avril 1939, est autorisée la création, au ministère des travaux publics, des emplois provisoires ci-après:

**1<sup>er</sup> Personnel administratif:**

Six rédacteurs.

Sept commis.

Seize auxiliaires de bureau ou du service intérieur dans la limite des crédits ouverts.

**2<sup>e</sup> Personnel technique:**

Deux inspecteurs généraux;

Un ingénieur en chef;

Deux dessinateurs.

La situation des agents visés au présent article est déterminée conformément aux dispositions du décret relatif au personnel des administrations et services publics de l'Etat en temps de guerre.

Art. 2. — En outre, sont affectés à la direction générale des transports les personnels techniques ci-après qui continueront d'être rémunérés par leur service d'origine:

Un inspecteur général des ponts et chaussées;

Deux inspecteurs généraux des trans-

ports.

Art. 3. — Sont également détachés à la direction générale des transports par application du décret du 17 avril 1939 sur l'organisation générale des services de transports en temps de guerre:

Un vice-amiral;

Deux généraux;

Trois colonels ou chefs de bataillon;

Un capitaine de frégate ou un capitaine de corvette;

Un commissaire du Gouvernement auprès des compagnies de navigation subventionnées;

Un agent détaché du ministère de l'air.

Ces personnels continueront d'être rémunérés par leur administration d'origine.

Art. 4. — Des indemnités destinées à pourvoir aux dépenses résultant de l'exercice de la fonction peuvent être attribuées aux membres du personnel de la direction générale des transports par arrêtés du ministre des travaux publics et du ministre des finances.

Art. 5. — Pour pourvoir aux frais de déplacement imposés par l'exercice de la fonction, les membres du personnel de la direction générale des transports peuvent percevoir des indemnités, allouées d'après les règlements en vigueur au personnel de l'administration centrale des travaux publics, ces indemnités étant fixées d'après leur grade ou d'après celui auquel ils sont assimilés en raison de leurs fonctions.

Art. 6. — En vue de l'application du présent décret, il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1938 et par des lois spéciales, un crédit de 240.565 fr., applicable aux chapitres ci-après:

Chap. 1<sup>er</sup>. — Traitement du ministre et du personnel de l'administration centrale ..... 56.174

Chap. 2. — Allocation et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale..... 58.920

Chap. 33. — Indemnités de résidence ..... 8.784

Chap. 34. — Allocations pour charges de famille ..... 11.687

Chap. 46. — Matériel et dépenses diverses, de l'administration centrale, des conseils, des comités et des services centraux installés dans les bâtiments du ministère:

Frais d'aménagement..... 45.000

Frais de fonctionnement..... 35.000

80.000

Chap. 53. — Remplacement, réparations et fonctionnement des véhicules automobiles de transport de personnel ..... 25.000

Art. 7. — Les dispositions du présent décret cesseront d'avoir effet, au plus tard, le 30 septembre 1939.

Art. 8. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 9. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait, à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des travaux publics,*

A. DE MONZIE.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.